

# La révolution bolivarienne se poursuit

Cédric Leterme

Number 761, December 2012

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/68007ac>

[See table of contents](#)

---

**Publisher(s)**

Centre justice et foi

**ISSN**

0034-3781 (print)

1929-3097 (digital)

[Explore this journal](#)

---

**Cite this article**

Leterme, C. (2012). La révolution bolivarienne se poursuit. *Relations*, (761), 7–8.



crée des liens entre l'APAQ et d'autres groupes le fait à titre personnel.

De nombreuses initiatives se sont développées au gré de l'actualité et des besoins exprimés lors des assemblées : manifestations et «casserolades», activités de sensibilisation, pique-niques, occupations d'espaces publics, ateliers d'éducation populaire, rencontres entre les APAQ de différents quartiers, réseautage avec des organismes déjà en place, aide aux étudiantes et étudiants privés d'aide financière en septembre, etc.

Beaucoup a été fait, mais beaucoup reste aussi à faire. L'annulation de la hausse des frais de scolarité est certes importante, mais ne résout en rien la

question plus large des dérives du système politique et économique actuel, visiblement plus pressé de répondre aux besoins des affairistes qu'à ceux du peuple, avec tout ce que cela entraîne d'inégalités sociales et de violences (policière et autres).

La réflexion menée au sein des Assemblées populaires autonomes de quartier sur les enjeux de société nous paraît donc essentielle. L'information relayée par les grands médias est trop souvent consensuelle et c'est pourquoi il faut préserver tous les espaces de réflexion critique et de débat. Les APAQ en créent de nouveaux, offrant des lieux de solidarité à la population,

des sortes d'îlots de gratuité. En poursuivant leur précieuse expérience de démocratie directe, elles montrent qu'une autre voie est possible, et ce, de la façon la plus évidente et la plus lumineuse : en incarnant cette voie. Malgré le manque de temps et un système qui tend à les diviser, les gens qui s'y engagent continuent à œuvrer ensemble dans le sens d'un changement radical visant une réappropriation par le peuple du pouvoir politique et économique. ●

Photos :  
APAQ Mile-End et  
APAQ Villeray

## La révolution bolivarienne se poursuit

Le bilan concret du chavisme, sans être irréprochable, explique en bonne partie la réélection d'Hugo Chávez.

**CÉDRIC LETERME**

**H**ugo Chávez et sa «révolution bolivarienne» ont remporté une nouvelle victoire électorale le 7 octobre dernier. La huitième en 14 ans de pouvoir. *El commandante* s'est même payé le luxe d'obtenir plus de voix que lors du dernier scrutin

présidentiel de 2006, où il avait pourtant récolté 62% des suffrages (contre 54% cette fois-ci). Plus de 80% des Vénézuéliens se sont ainsi rendus aux urnes – un taux de participation historique, qui témoigne de la vitalité du processus démocratique au Venezuela.

Pourtant, à lire le portrait qu'en dressent les principaux médias occi-

dentaux, le Venezuela chaviste sombre depuis plus d'une décennie dans l'arbitraire, le populisme et la violence. Mais alors, comment expliquer un tel engouement? Peut-être en commençant par rétablir quelques vérités.

Tout d'abord, contre les accusations récurrentes de dérive dictatoriale, il est bon de rappeler que les scrutins électoraux font l'objet d'une étroite surveillance internationale au Venezuela et qu'ils sont systématiquement loués pour leur transparence et leur équité. Par ailleurs, dans un pays où 70% des médias sont aux mains d'entreprises

L'auteur est journaliste et politologue



privées plus ou moins directement hostiles au président (les plus importantes ayant activement soutenu la tentative de coup d'État d'avril 2002) contre 5% seulement sous contrôle étatique, il est pour le moins surprenant d'évoquer un quelconque « musèlement » de la presse.

Mais il faut surtout se pencher sur le bilan concret du chavisme pour en saisir la popularité persistante, et ce, malgré des écueils importants. Ainsi, grâce aux multiples « missions » lancées par le gouvernement (en particulier depuis 2004), la pauvreté a reculé de 21% entre 1999 et 2010, selon la Commission économique des Nations unies pour l'Amérique latine. L'analphabétisme a pratiquement disparu – en 2005, l'UNESCO a déclaré le Venezuela « libre d'analphabétisme » – et des millions de Vénézuéliens ont désormais accès à un logement décent ou à des soins de santé dispensés gratuitement.

En outre, la volonté du gouvernement de faire du « protagonisme populaire » un des piliers de sa révolution rencontre également un écho favorable dans une population longtemps exclue du fonctionnement de sa propre démocratie. Au-delà des expériences participatives comme les conseils communaux, c'est donc surtout la légitimation des masses populaires comme

acteur politique à part entière qui constitue l'une des victoires centrales du chavisme. À tel point qu'il n'est plus concevable pour un candidat aux élections d'ignorer ce « peuple » auquel Chávez a rendu ses lettres de noblesse.

Enfin, il faut également noter l'importance de la posture internationale de Chávez dans son succès domestique. Son refus – certes ambigu – de « l'impérialisme américain » et de la globalisation néolibérale lui vaut une forte sympathie, qui déborde d'ailleurs des frontières vénézuéliennes. Et ses efforts pour œuvrer à une plus grande intégration régionale latino-américaine se sont traduits par de nombreuses avancées diplomatiques qui ont d'ores et déjà contribué à redessiner la carte géopolitique du sous-continent.

Peut-on pour autant affirmer que la victoire du 7 octobre constitue un triomphe pour la révolution bolivarienne? Pas exactement. Jamais un candidat d'opposition n'avait obtenu un si haut score face à Chávez. Pour la première fois, l'opposition s'est réunie derrière une candidature unique, celle d'Henrique Capriles, traduisant par là le rejet qu'inspire la personnalité même de Chávez à une partie importante de la population. Et même parmi ses partisans, la personnalisation excessive qui entoure son exercice du pouvoir, la bureaucratie endémique et le clientélisme persistant contribuent à limiter l'enthousiasme des

pro-Chávez, sans oublier le niveau de criminalité très élevé. Dans un pays où les corps policiers sont historiquement décentralisés, souvent impliqués dans la criminalité et parfois contrôlés par des maires anti-Chávez, la question est complexe et la mise en place d'une police nationale mieux formée est en cours (lire à cet effet M. Lemoine, « Caracas brûle-t-elle? », *Le Monde diplomatique*, août 2010).

De plus, la pérennité d'un modèle social qui repose en grande partie sur la distribution d'une manne pétrolière par nature fluctuante est un autre problème de taille. Sans parler des conséquences écologiques néfastes de cette industrie qui ont conduit à de nombreux affrontements ces dernières années entre le gouvernement chaviste et certaines communautés locales.

Du dépassement de ces limites dépendra donc la poursuite d'un processus dont on se demande plus que jamais s'il pourra survivre à Chávez. La question n'est d'ailleurs pas que théorique, puisque le président fait face à un cancer dont il a jusqu'ici refusé de révéler l'ampleur exacte. Si cette campagne électorale semble avoir démontré que certains acquis de la révolution étaient désormais irréversibles, la réalisation du « socialisme du XXI<sup>e</sup> siècle » est donc encore loin d'être assurée. ●

L'instruction,  
c'est une affaire sérieuse.

— ALLIANCE  
DES PROFESSEURES  
ET PROFESSEURS  
DE MONTREAL —

